

# RAPPORT d'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2025



VILLE DE

**Nogent**  
sur-Oise

# SOMMAIRE

1.	<b>RAPPEL RÉGLEMENTAIRE</b> .....	3
2.	<b>LE CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL DU BUDGET 2025</b> .....	4
2.1.	<b>Monde : les banques centrales desserrent l'étou, le risque géopolitique monte d'un cran</b> .....	4
2.2.	<b>Zone Euro : l'activité a fait mieux que prévu au 3<sup>ème</sup> trimestre, mais cela va-t-il durer ?</b> .....	6
2.3.	<b>France : retour à la réalité après les Jeux Olympiques ?</b> .....	7
2.4.	<b>France : l'emploi privé présente des signes d'essoufflement</b> .....	8
2.5.	<b>France : nouveau dérapage du déficit public en 2024</b> .....	9
3.	<b>LA SITUATION DE LA VILLE DE NOGENT-SUR-OISE</b> .....	10
3.1.	<b>Les grandes orientations de la ville</b> .....	10
3.2.	<b>Contexte financier local</b> .....	11
3.3.	<b>Analyse provisoire du réalisé 2024</b> .....	12
3.3.1.	Le fonctionnement .....	12
3.3.1.1.	Les dépenses de fonctionnement .....	12
3.3.1.2.	Les recettes de fonctionnement .....	13
3.3.1.3.	Évolution de la capacité d'autofinancement .....	14
3.3.2.	L'investissement en 2024 .....	15
3.4.	<b>Analyse et prospective budgétaire : 2024-2026</b> .....	16
3.4.1.	Projection financière 2024-2026 .....	16
3.4.1.1.	Projection budget primitif 2025 (dépenses) .....	16
3.4.1.2.	Projection budget primitif 2025 (recettes) .....	17
3.4.2.	L'investissement prévu en 2025-2027 .....	17
3.4.3.	Projection financière - le fonctionnement .....	19
3.4.3.1.	Les recettes de fonctionnement .....	19
3.4.3.2.	Les dépenses de fonctionnement .....	20
3.4.3.3.	Les soldes d'épargne.....	21
3.4.4.	La structure de la dette.....	22
3.4.4.1.	Synthèse de votre dette au 01/01/2025 .....	22
3.4.5.	Dette par nature .....	22
3.4.6.	Dette par type de risque (avec dérivés) .....	23
3.4.7.	Dette selon la charte de bonne conduite.....	23
3.4.8.	Dette par prêteur .....	24
3.4.9.	Dette par année .....	25
3.4.10.	Les éléments relatifs au personnel .....	26
3.4.10.1.	Évolution des effectifs.....	26
3.4.10.2.	Nombre d'agents par catégorie .....	26
3.4.10.3.	Nombre d'agents par filière.....	26
3.4.10.4.	Nombre d'agents par temps de travail .....	26
3.4.10.5.	Nombre d'agents par statut.....	27
3.4.10.6.	Régime indemnitaire.....	27
3.4.10.7.	Heures supplémentaires.....	27
3.4.10.8.	Avantages en nature logement.....	27
3.4.10.9.	Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) .....	28
3.4.10.10.	Autres éléments.....	28

## 1. RAPPEL RÉGLEMENTAIRE

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales institue et rend obligatoire la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires de la collectivité dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget primitif. Il permet à l'assemblée délibérante :

- De discuter des orientations budgétaires qui préfigurent la construction du budget primitif ;
- De présenter la politique d'investissement ;
- D'informer sur la situation financière de la collectivité,
- De donner la possibilité aux élus de s'exprimer sur la stratégie financière de leur collectivité ;
- De communiquer sur les aspects budgétaires de la vie de la collectivité.

Le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 apporte des informations quant au contenu, aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire (articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du CGCT) :

- Pour les communes d'au moins 3 500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus, les départements, ce rapport doit comporter :
  - Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de fiscalité, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre ;
  - La présentation des engagements pluriannuels ;
  - Les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette.
- Dans les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 10 000 habitants et qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants, le rapport comporte également les informations relatives :
  - À la structure des effectifs ;
  - Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;
  - À la durée effective du travail.

Le Débat d'Orientation Budgétaire n'a aucun caractère décisionnel et ne donne pas lieu à un vote. Il fait néanmoins l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi. Un exemplaire doit être adressé au représentant de l'Etat, à l'ACSO et être publié sur le site internet de la Ville.

## 2. LE CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL DU BUDGET 2025

### 2.1. Monde : les banques centrales desserrent l'étai, le risque géopolitique monte d'un cran

**La croissance mondiale est attendue sans véritable élan en 2025**, autour de 3 %, avec des dynamiques régionales très différentes. Les États-Unis continuent de surperformer et de surprendre avec une croissance attendue proche de 3 %, tandis que la zone Euro peine à se redresser avec une croissance qui serait inférieure à 1 % en 2024, avec une économie allemande toujours à l'arrêt. La Chine ralentit également avec une croissance qui serait inférieure à 5 %, ce qui a conduit le gouvernement chinois à annoncer une série de nouvelles mesures de soutien à l'économie.

**La plupart des banques centrales des pays avancés** (BCE, Fed, BoE, BNS, BoK, Riksbank, etc.) **ont commencé à desserrer l'étai du crédit** sur fond de nette décélération de l'inflation en 2024 et ce mouvement se poursuivrait :

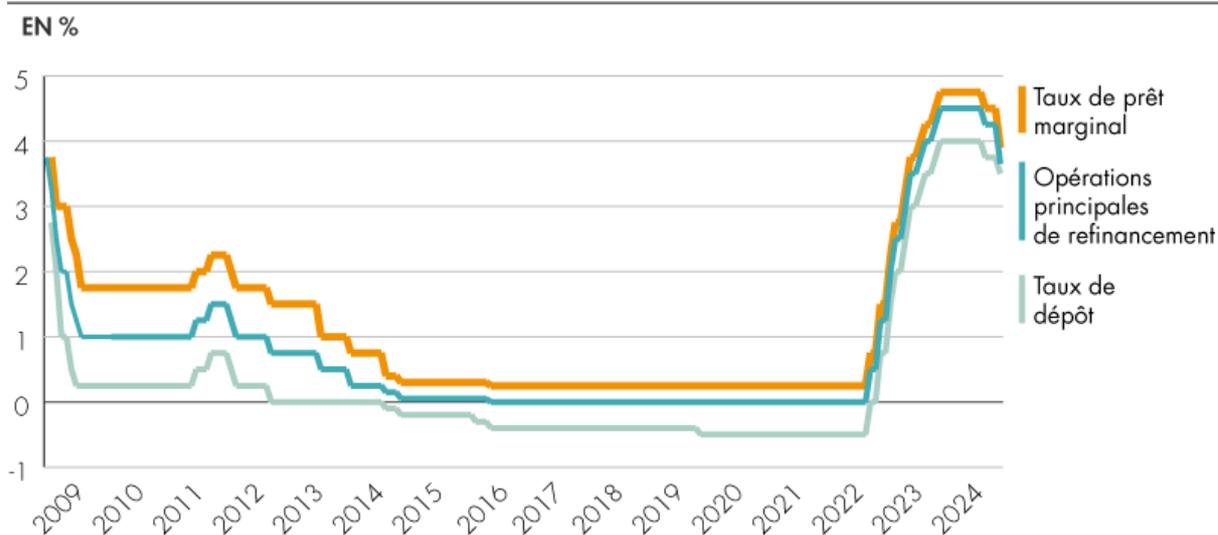
La Banque Centrale Européenne a abaissé ses taux directeurs de 75 pbs à 3,25 % pour le taux de dépôt et ce mouvement se poursuivrait avec une nouvelle baisse de 25 pbs attendue en décembre et un taux terminal prévu à 2,0 % en juin 2025.

La Fed a entamé son cycle d'assouplissement en fanfare en abaissant son objectif de taux de 50 pb en septembre et ce mouvement baissier se poursuivrait.

La Banque d'Angleterre a également entamé son cycle de baisses de taux et celui-ci continuerait.

A rebours, la Banque du Japon a mis fin aux taux négatifs et pourrait procéder à une nouvelle hausse de taux d'ici la fin de l'année.

#### TAUX D'INTÉRÊT DIRECTEURS EN ZONE EURO

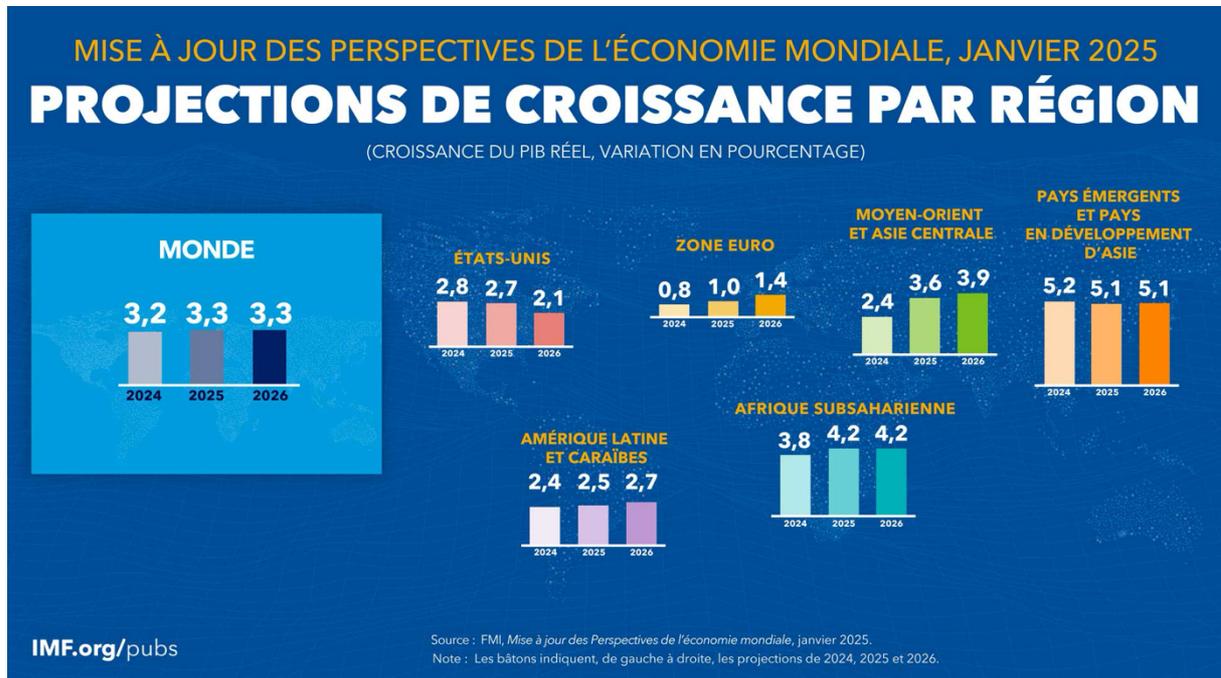


Source : lafinancepourtous.com d'après BCE



## Le risque géopolitique se renforce par ailleurs dans de nombreux pays.

L'intensification de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen-Orient avec un renforcement des tensions Iran-Israël en sont l'illustration. Sur le plan politique, l'élection de D. Trump fait peser le risque de la mise en place de tarifs douaniers et d'une politique plus imprévisible. En Europe, la France a un gouvernement qui ne dispose que d'une fragile assise et la coalition gouvernementale en Allemagne présente de sérieux signes de fragilités.



## 2.2. Zone Euro : l'activité a fait mieux que prévu au 3<sup>ème</sup> trimestre, mais cela va-t-il durer ?

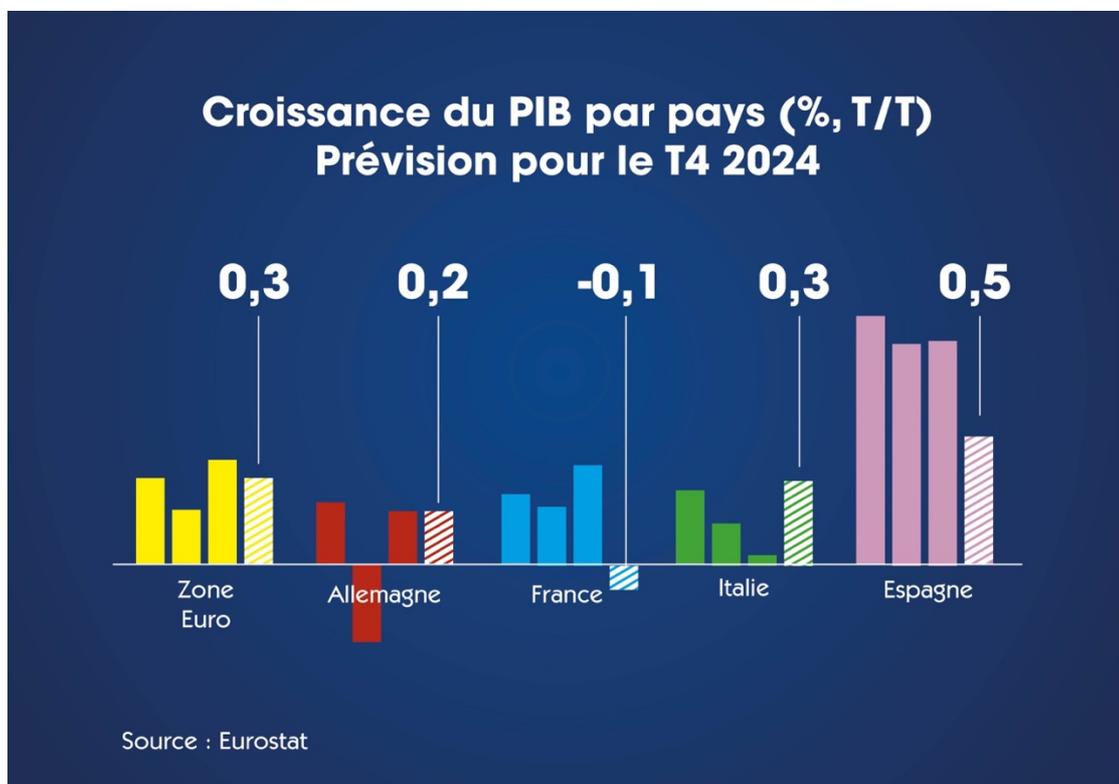
**Scénario de croissance : le consensus des économistes anticipe une croissance du PIB de 0,8 % en 2024 et de 1,3 % en 2025 en zone Euro.**

L'activité a progressé de +0,4 % T/T au T3 en zone Euro, après +0,2 % au T2, une hausse supérieure aux attentes du consensus des économistes. La dynamique de la croissance est toutefois très hétérogène : L'Espagne continue de surperformer avec +0,8 % T/T de croissance et l'activité a accéléré en France à +0,4 % T/T, soutenue par un effet temporaire lié aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. L'économie allemande a échappé à la récession technique, avec une croissance de +0,2 % T/T, tandis que l'Italie a calé, avec une croissance nulle au T3. Pour le 4<sup>ème</sup> trimestre 2024, nous anticipons une croissance du PIB de +0,3 % en zone Euro, avec de nouveau une forte hétérogénéité entre pays.

**Inflation : il table sur une inflation de 1,8 % en 2025 après 2,3 % et une inflation sous-jacente de 2,2 % après 2,9 %.**

L'inflation a rebondi en octobre en zone Euro, passant de 1,7 % en septembre à 2,0 %. L'inflation sous-jacente est restée stable à 2,7 %, montrant de nouveaux signes de persistance, en particulier dans les services (3,9 %, quasi inchangée depuis le début de l'année), tandis que les prix des biens hors énergie ont légèrement accéléré, passant de 0,4 % à 0,5 % en glissement annuel. L'inflation continuera de diminuer en 2025, notamment au premier semestre en raison d'effets de base négatifs sur les prix de l'énergie, mais la baisse dans le secteur des services resterait lente.

**Risques** : l'élection de D. Trump fait peser un fort risque de mise en place de nouveaux droits de douanes sur les entreprises européennes. Selon nos estimations, une hausse des tarifs douaniers de 10 % conduirait à une baisse du PIB d'environ -0,5 % après un an et de -1 % après trois ans.



### 2.3. France : retour à la réalité après les Jeux Olympiques ?

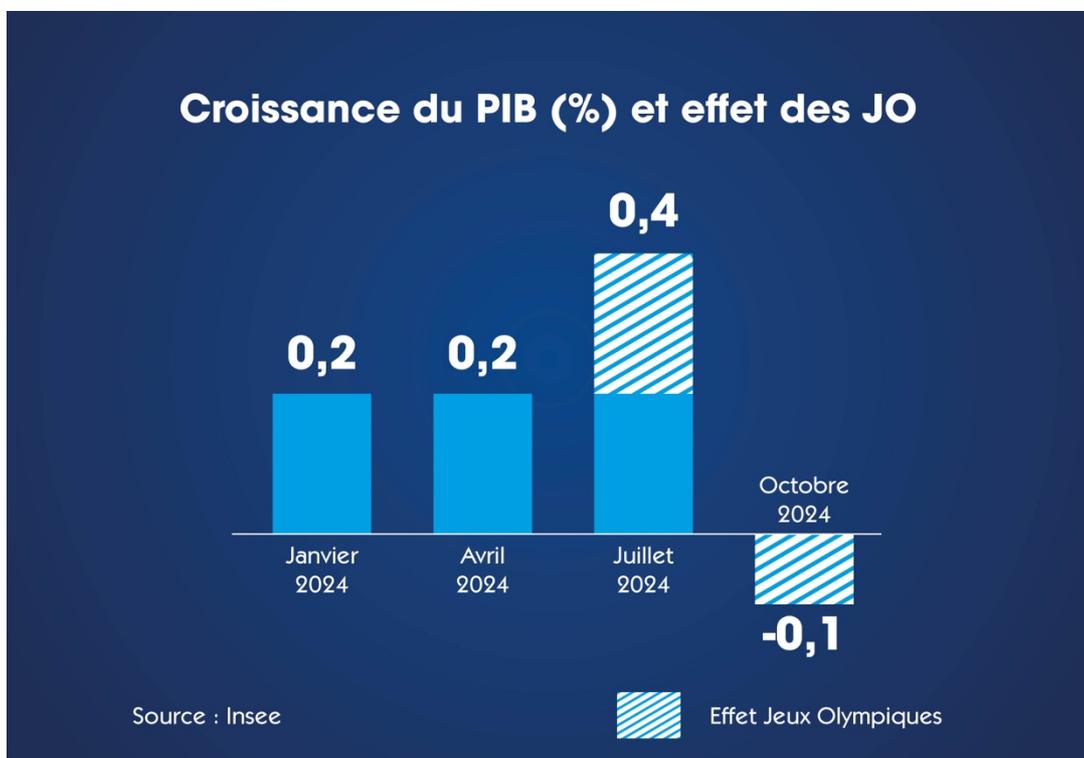
**Scénario de croissance : il anticipe une croissance du PIB de 1,1 % en 2024 et de 0,9 % en 2025 en France.**

L'activité a progressé de +0,4 % T/T au 3ème trimestre, en ligne avec nos attentes. La croissance du PIB a bénéficié d'une impulsion temporaire liée aux JO de Paris, les ventes de billets et des droits de diffusion audiovisuelle étant comptabilisées au 3ème trimestre. Notre estimation d'un effet JO de l'ordre de +0,25 pp semble raisonnable, avec un contrecoup similaire à attendre au T4 (croissance attendue à -0,1 % T/T au 4ème trimestre). Pour l'année 2025, notre prévision de croissance pâtit d'une impulsion budgétaire négative avec un effort de 60 milliards € annoncé par le gouvernement. Nous estimons néanmoins que la réduction du déficit public sera probablement inférieure à celle annoncée et que celui-ci s'établira à 5,4 % en 2025 (vs 5,0 % attendu par le gouvernement), après 6,1 % en 2024.

**Inflation : en moyenne annuelle, il prévoit l'inflation (IPCH- Indice des Prix à la Consommation Harmonisé) française à 2,3 % en 2024 et 1,7 % en 2025.**

L'inflation (IPCH) française est ressortie en légère hausse en octobre, à 1,5 % en glissement annuel, après 1,4 % en septembre. L'inflation des services continue de baisser et l'inflation énergétique évolue désormais en territoire négatif en rythme annualisé. L'inflation des produits alimentaires et manufacturés se stabilise en rythme annualisé. Nous nous attendons à ce que l'inflation française se redresse quelque peu en novembre et décembre, mais qu'elle reste inférieure à 2 %.

**Risques :** l'objectif de réduction du déficit public du gouvernement en 2025 est très ambitieux, avec un risque élevé de ne pas atteindre cette cible, en particulier sans majorité à l'Assemblée nationale.



## 2.4. France : l'emploi privé présente des signes d'essoufflement

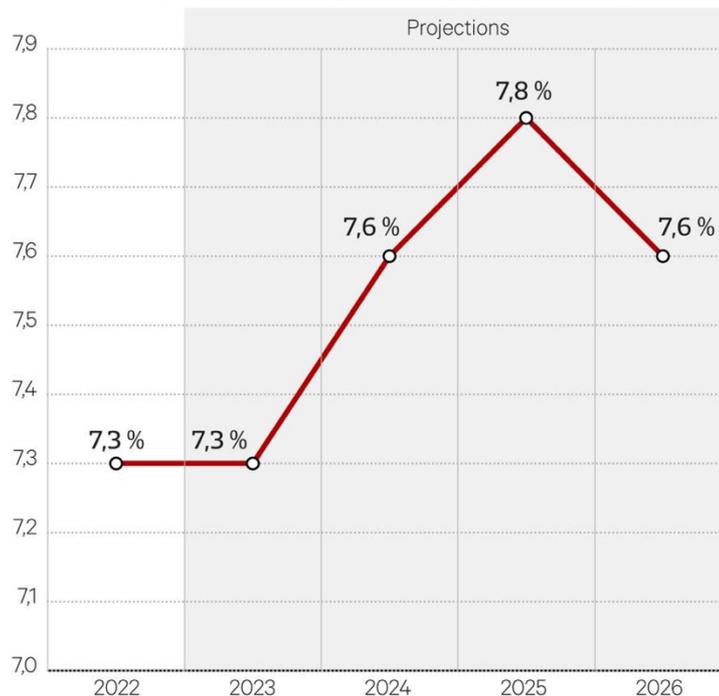
**Après +0,3 % au T1-2024, l'emploi salarié s'est stabilisé au T2-2024, montrant des signes d'essoufflement, en particulier dans le secteur privé.** Alors que l'emploi public continue de progresser (+16k au T2-2024, après +21k au T1-2024), la dynamique de l'emploi privé s'essouffle (-25k au T3-2024 après -28k au T2-2024), celui-ci se situant 0,3 % sous son pic de mars 2024. Les perspectives d'emploi restent dégradées dans les enquêtes de conjoncture, celles-ci s'établissant sous leur moyenne de long terme.

**La croissance des salaires est stable à +2,9 % en glissement annuel au T2 2024** comme au T1-2024, avec des hausses plus marquées dans l'industrie (+3,4 %) que dans le tertiaire (+2,8 %) et la construction (+2,8 %). Comme au trimestre précédent, les salaires augmentent plus vite que les prix, permettant ainsi une amélioration du pouvoir d'achat des ménages.

**Le taux de chômage a baissé de -0,2 point au T2-2024 à 7,3 % en France** (hors Mayotte), mais reste au-dessus de la moyenne européenne (5,9 % en août 2024 après 5 mois à 6 %). Le taux d'activité est resté stable à 74,5 %, son plus haut niveau historique. Néanmoins, l'embellie demeure fragile dans un contexte de ralentissement de l'activité : les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage augmentent nettement dans les enquêtes de conjoncture, tout en restant un peu inférieures à leur moyenne de long terme.

### Les prévisions économiques de la Banque de France

Taux de chômage (France entière, en % de la population active)



SOURCES : INSEE, BANQUE DE FRANCE

## 2.5. France : nouveau dérapage du déficit public en 2024

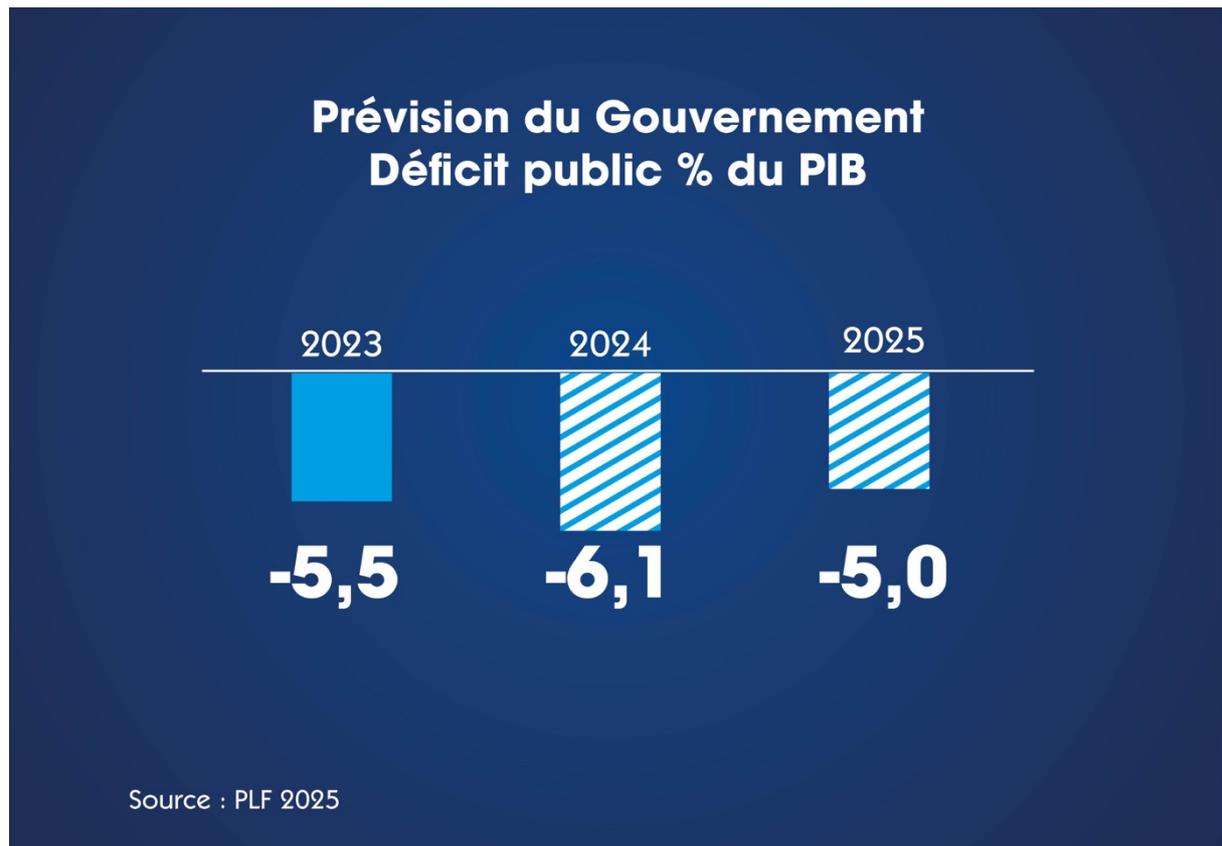
En 2023, le déficit public s'est élevé à 5,5% du PIB, après 4,7 % en 2022 et contre 4,4 % attendus dans le projet de loi de finances. Le creusement du déficit en 2023 s'explique par trois facteurs : une faible croissance spontanée des prélèvements obligatoires après deux années exceptionnelles post-covid ; la poursuite de baisses d'impôts pour plus de 10 milliards € ; et enfin, les dépenses publiques hors mesures exceptionnelles et hors charges d'intérêts qui ont continué d'augmenter à un rythme nettement supérieur à l'inflation.

En 2024, le déficit public devrait atteindre 6,1 % (contre 4,4 % dans le PLF et 5,5 % dans le Programme de stabilité), ce qui marquerait un deuxième dérapage consécutif pour le gouvernement, ce qui est inhabituel en dehors des périodes de crise.

Le gouvernement vise un effort de redressement budgétaire de 60,6 milliards € (~2 points de PIB) en 2025 pour ramener le déficit public à 5 %. Le « cocktail budgétaire » gouvernemental comprend un effort de 41,3 milliards € de réduction des dépenses et 19,3 milliards € de hausses d'impôts avec une croissance du PIB attendue à 1,1 %.

En pratique et en dépit de l'entrée de la France en procédure pour déficit excessif, l'effort de redressement budgétaire sera probablement plus lent, de nombreuses mesures présentées par le gouvernement manquent de détails, notamment en ce qui concerne le volet réduction des dépenses.

Le projet de loi de finances est actuellement débattu à l'Assemblée nationale et sera adopté via l'article 49.3.



## 3. LA SITUATION DE LA VILLE DE NOGENT-SUR-OISE

### 3.1. Les grandes orientations de la ville

Le projet du budget 2025 s'appuie sur l'estimation de dépenses nouvelles dont certaines indépendantes de l'action municipale (exemple : masse salariale, cotisations retraites...).

Il s'inscrit dans une dynamique de continuité et d'enrichissement des initiatives éducatives, culturelles et écologiques mises en place depuis 2020. Voici une synthèse des principaux axes d'action :

#### **Éducation et périscolaire**

- Diversification des ateliers du périscolaire enrichi pour maintenir l'intérêt des enfants.
- Renforcement de l'accompagnement scolaire avec plus de professionnels pour toucher un plus grand nombre d'élèves.
- Extension de l'Université des enfants avec le dispositif innovant « la boîte à mots ».
- Nouvelles modalités pour les classes de découverte, garantissant plus d'équité entre les écoles.

#### **Sciences et nouvelles technologies**

- Développement du programme MASTE, avec des ateliers ludiques animés par des experts en sciences et en technologie.
- Exploration de nouveaux domaines scientifiques comme le graphisme, la microbiologie et l'étude des écosystèmes.
- Développement des ateliers parents-enfants pour renforcer le lien familial autour de la découverte scientifique.

#### **Nature et environnement**

- Poursuite des visites à la ferme et des activités autour des poneys, avec une programmation saisonnière d'événements marquants.
- Inauguration du Marais Monroy en mai, un nouvel espace de sensibilisation à la nature avec des visites libres ou guidées.

#### **Culture et ouverture au monde**

- Promotion de la découverte culturelle en partenariat avec La Faïencerie, avec un spectacle pour chaque classe du plus jeune âge au CM2.
- Encouragement de la lecture avec un accès élargi à la médiathèque et l'offre d'un livre par élève sur le thème de l'ouverture culturelle.
- Sensibilisation aux langues et cultures étrangères à travers les anniversaires des jumelages.

#### **Alimentation et cadre de vie**

- Renouvellement du marché de la restauration scolaire, avec une amélioration de la qualité et un sourcing plus local.
- Encouragement de la marche à pied avec la réactualisation des pédibus.
- Soutien aux commerces locaux via la démarche « boutiques à l'essai », favorisant l'implantation de nouvelles enseignes.

#### **Citoyenneté et implication locale**

- Création de liens entre les instances participatives (CMJ, C3) pour favoriser l'émergence de nouveaux projets et l'écoute des citoyens.
- Organisation de visites de lieux historiques et écologiques pour sensibiliser et responsabiliser les habitants.
- **Gestion par le CCAS des équipements à vocation santé/social**

- Intégration des nouvelles réalités financières liées à la capacité d'accueil renforcée de la résidence des coquelicots
- Café numérique « ateliers numériques pour tous » en place dans tous les quartiers. Accompagnement des Nogentais dans leurs demandes administratives (logement, passeport, Améli, CAF, impôts, retraite, CV, ...)
- Démarche sport-santé.
- Actions menées autour du programme **Al**imentation **S**aine durable et **A**ccessible (**ALISA**) pour les 50 ans et plus.
- 3<sup>ème</sup> salon de la deuxième jeunesse pour les plus de 50 ans au Château des Rochers

Ce programme montre une volonté forte d'améliorer la qualité de vie des habitants, d'enrichir l'offre éducative et culturelle, et de promouvoir un cadre de vie durable et solidaire, sans oublier : la sécurité.

### **Sécurité**

- Renforcement des effectifs de la police municipale
- Augmentation du nombre de caméras de vidéoprotection

### **Relations aux usagers**

- Résorption de la crise du logement
- Modernisation de notre administration
- Réfection des voiries
- Espaces verts et propreté

## **3.2. Contexte financier local**

Afin d'assurer sa capacité et son autonomie financière, la municipalité entend continuer sa politique de gestion rigoureuse, ambitieuse et exigeante afin d'asseoir sa politique d'investissement, de réhabilitation du patrimoine, d'exemplarité en matière d'environnement et d'amélioration permanente dans l'accueil des usagers.

Pour permettre de maintenir une trajectoire financière saine et responsable, le budget doit :

- Dégager une marge d'autofinancement,
- Réduire le ratio d'endettement,
- Stabiliser ses dépenses,
- Contenir la progression de la masse salariale.

Cette stratégie repose sur : la mise en place d'un service : qualité, performance, innovation et un service de contrôle de gestion.

- Un travail d'évaluation de chaque action, de chaque dépense, interrogeant l'efficacité et la pertinence au vu des besoins et des évolutions de notre ville,
- L'évolution vers des modes de gestion plus qualitatifs qui peut, de façon pragmatique et sans dogmatisme se concrétiser par de nouveaux choix,
- Un dialogue permanent avec les partenaires afin de prendre en considération leurs besoins d'accompagnement, tout en partageant la contrainte budgétaire,
- La poursuite d'une stratégie de modernisation et d'adaptation du fonctionnement des différents services (simplification, dématérialisation mutualisation et procédures),
- L'accroissement et la diversification de toutes les recettes et financements possibles.
- Mobilisation de tous les services municipaux pour atteindre les objectifs visés.

### 3.3. Analyse provisoire du réalisé 2024

#### 3.3.1. Le fonctionnement

##### 3.3.1.1. Les dépenses de fonctionnement

Les charges à caractère général **(011)** ont augmenté au cours de l'année 2024.

Les raisons qui expliquent cette augmentation :

- Le nouveau groupe scolaire engendre de nouvelles charges de fonctionnement (fluides) s'élevant à 110 000 euros pour l'année 2024.
- Le transfert de charge du compte **(012)** vers le **(011)** pour les assurances du personnel d'un montant de 136 000 €.
- L'augmentation du nombre de repas à la cantine **(011)** : passage de 138 982 à 148 444 repas. L'augmentation est de 52 096 €.

Les dépenses du personnel **(012)** se sont maintenues aux alentours de 19 000 000 €.

Le chapitre **(65)** a augmenté du fait de la mise en place de la DSP Petite Enfance pour un montant de 900 000 €, ce qui a permis une augmentation du nombre de places en crèche.

Les charges financières **(66)** se sont maintenues aux alentours de 600 000 €. Un travail quotidien sur la gestion de la Trésorerie a permis de limiter ce montant.

<b>BASES (CA en k€)</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
<b>Charges à caractère général (011)</b>	<b>4 712</b>	<b>4 749</b>	<b>5 248</b>
Variation		0,78%	10,5%
<b>Charges de personnel (012)</b>	<b>18 861</b>	<b>18 928</b>	<b>18 892</b>
Variation	2,22%	0,35%	- 0,19%
<b>Autres charges de gestion courante (65)</b>	<b>2 195</b>	<b>2 654</b>	<b>3 397</b>
Variation		22,68%	27,9%
Dont subvention aux associations	596	696	822
Dont subvention CMS	29	126	52
Dont SICGENC	650	690	685
Dont CCAS	545	545	495
Dont DSP Petite Enfance			900
<b>Charges fct courants strictes</b>	<b>25 768</b>	<b>26 333</b>	<b>27 537</b>
Variation		2,33%	4,57%
Charges financières 66	389	611	604
Charges exceptionnelles larges 67	43	3	20
<b>TOTAL Dépenses réelles fonctionnement</b>	<b>26 228</b>	<b>26 947</b>	<b>28 161</b>
Variation		2,88%	4,5%

### 3.3.1.2. Les recettes de fonctionnement

L'année 2024 est marquée par une augmentation des produits de fonctionnement. La plus grande variation s'explique par la cession de bâtiments municipaux pour une valeur de 966 000 €.

<b>BASES (CA en k€)</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
<b>Produits des services (70)</b>	<b>1 451</b>	<b>1 505</b>	<b>1 447</b>
Dont Mise à disposition de personnel (70841)	471	472	417
Dont Produits des services	980	1 033	1 030
<b>Impôts et taxes divers (autres 73)</b>	<b>15 600</b>	<b>16 212</b>	<b>16 099</b>
Dont contributions directes 73111 + 7318	9 814	10 391	10 356
<b>Dotations et participations (74)</b>	<b>11 273</b>	<b>11 516</b>	<b>11 528</b>
DGF	8 806	9 113	9 370
Fonds de péréquation	570	586	567
Compensations fiscales	603	682	677
<b>Produits de gestion (75)</b>	<b>533</b>	<b>1 185</b>	<b>1 065</b>
<b>Total produits Fct courant</b>	<b>28 857</b>	<b>30 418</b>	<b>30 139</b>
Variation		5,4%	- 0,9%
Atténuations de charges (013)	374	384	858
Produits exceptionnels larges	1 400	281	966
<b>Total produits fonctionnement hors intérêts</b>	<b>30 689</b>	<b>31 083</b>	<b>31 963</b>
Variation		1,28%	2,83%

### 3.3.1.3. Évolution de la capacité d'autofinancement

BASES (€)	2022	2023	2024
Produits de fonctionnement courant	29 261 575	30 805 300	31 076 344
- Charges de fonctionnement courant	25 764 616	26 371 328	27 539 326
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>3 496 959</b>	<b>4 433 972</b>	<b>3 537 018</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	62 271	-109 548	-40 741
= produits exceptionnels larges*	167	2 085	35 306
- Charges exceptionnelles larges*	104 875	111 633	76 047
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>3 559 230</b>	<b>4 324 424</b>	<b>3 496 277</b>
-Intérêts	353 958	553 786	514 591
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>3 205 272</b>	<b>3 770 638</b>	<b>2 981 686</b>
-Capital	1 998 057	2 037 339	2 021 278
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>1 207 215</b>	<b>1 733 299</b>	<b>960 408</b>

\* Y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotation et reprises)

L'année 2024 est de nouveau marquée par une capacité d'autofinancement brute de la ville de Nogent Sur Oise, proche de 3 millions d'euros. Cela va permettre d'investir en 2025 sans emprunter.

### 3.3.2. L'investissement en 2024

Le montant des investissements en 2024 s'élève à 2 611 097 €.

Les engagements pour l'essentiel se déclinent ainsi :

- Travaux de la nouvelle administration générale : 649 936 €
- Mobilier administration : 150 000 €
- Voirie du parking du cimetière : 58 765 €
- Voirie de la Tannerie 1<sup>ère</sup> phase : 351 000 €
- Aires de jeux dans les écoles : 17 925 €
- Végétalisation des cours d'école et aménagements de terrain sportif : 319 000 €
- Informatique : 42 000 €
- RFID (Radio Frequency IDentification) pour la Médiathèque : 79 359 €

#### Répartition des investissements par action publique

SERVICE UTILISATEUR	Réalisé 2024
Administration générale	24 955 €
Bâtiments	31 775 €
Communication	2 253 €
Voiries-Espaces verts	425 155 €
Sports	6 872 €
Festivités	9 696 €
ECCR	2 483 €
Médiathèque	79 359 €
Services financiers	70 949 €
Scolaire et périscolaire	49 710 €
Service jeunesse	57 078 €
Petite Enfance	396 €
Ressources humaines	4 453 €
Gestion patrimoine communal et administrative	888 246 €
Gestion des réglementations et du patrimoine	716 491 €
Informatique	42 645 €
Moyens généraux	97 687 €
Secrétariat du Maire	806 €
Police municipale	33 818 €
Garage	58 821 €
Ferme pédagogique	437 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 611 097 €</b>

Ces investissements ont été financés à hauteur de 1 151 373 € par des subventions.

### 3.4. Analyse et prospective budgétaire : 2024-2026

Comme évoqué lors des derniers débats d'orientation budgétaire, un outil de pilotage est proposé sur les perspectives financières de la ville, tant sur son investissement que sur son fonctionnement. Il est toutefois utile de préciser que cet outil est soumis d'une part à de nombreux aléas, d'autre part fait l'objet d'un suivi régulier. Il est donc progressivement affiné pour faire correspondre projection et réalité. Il ne s'agit donc pas de la réalité financière, seuls les comptes administratifs annuels peuvent s'en prévaloir.

#### 3.4.1. Projection financière 2024-2026

Une situation financière de la ville à l'horizon 2026 est proposée, comme toutes perspectives, cette dernière s'appuie sur les résultats passés et sur des hypothèses à venir. Une prospective reste un exercice indispensable mais les résultats doivent être interprétés avec prudence.

C'est pour cela qu'il convient de retenir uniquement les grandes masses.

De plus, le contexte national et international va impacter la réalisation des budgets des collectivités.

##### 3.4.1.1. Projection budget primitif 2025 (dépenses)

BASES (BP en k€)	BP 2024	BP 2025
<b>Charges à caractère général (011)</b>	<b>6 347</b>	<b>5 900</b>
<b>Charges de personnel (012)</b>	<b>18 964</b>	<b>19 350</b>
<b>Autres charges de gestion courante (65)</b>	<b>3 655</b>	<b>3 895</b>
Dont subvention aux associations	700	900
Dont subvention CMS	100	70
Dont SICGENC + EANV	650	800
Dont CCAS	495	420
D.S.P. petit enfance	1 100	1 100
Autres	605	605
<b>Charges fct courantes strictes</b>	<b>28 966</b>	<b>29 145</b>
Charges financières 66	621	585
Charges exceptionnelles larges 67	25	25
<b>TOTAL Dépenses réelles fonctionnement</b>	<b>29 612</b>	<b>29 755</b>
Variation		0,50 %

### 3.4.1.2. Projection budget primitif 2025 (recettes)

BASES (BP en k€)	BP 2024	BP 2025
<b>Produits des services (70)</b>	<b>1 417</b>	<b>1 520</b>
Dont Mise à disposition de personnel (70841)	550	500
Dont Produits des services	850	1 020
<b>Impôts et taxes divers (autres 73)</b>	<b>16 246</b>	<b>16 300</b>
<b>Dotations et participations (74)</b>	<b>11 057</b>	<b>11 400</b>
DGF	9 300	9 700
Fonds de péréquation	586	580
Compensations fiscales	681	686
Autres	833	850
<b>Produits de gestion (75)</b>	<b>1 039</b>	<b>800</b>
<b>Produits. Fct courant stricts</b>	<b>29 759</b>	<b>30 020</b>
Atténuations de charges (013)	616	700
Produits exceptionnels larges	50	50
<b>Total produits fonctionnement</b>	<b>30 425</b>	<b>30 770</b>
<b>Variation</b>		<b>1,1%</b>

Le budget primitif de l'année 2025 est quasiment identique à celui de l'année 2024. Il pourra être modifié en fonction des décisions gouvernementales.

Pour rappel, il est important de dégager un résultat positif pour financer les investissements.

### 3.4.2. L'investissement prévu en 2025-2027

	Projets des investissements (en k€)		
	2025	2026	2027
Patrimoine	1 200	2 500	2 000
Transition énergétique, éclairage public	100	100	100
Espace de jeux et équipements sportifs	500	200	200
Rénovation bâtiments	400	1 000	1 500
Véhicules	180	100	100
Transition numérique	100	100	100
Voirie	800	800	800
Investissement diffus	400	400	400
<b>TOTAL</b>	<b>3 680</b>	<b>5 200</b>	<b>5 200</b>

## **L'investissement prévu en 2025-2027**

### **Éclairage public**

Poursuite de la transition éclairagiste. Mise en place de 1 300 points lumineux en LEDs.

### **Espaces de jeux dans les quartiers**

Création de 2 City Stade et aires de jeux.

### **Complexe sportif Georges Lenne**

Création de 2 terrains de Padel

### **Rénovation des bâtiments municipaux**

Médiathèque Maurice Schumann

Espace Culturel du Château des Rochers

Marché couvert

Écoles

L'église Sainte-Maure et Sainte Brigide

### **Voirie**

Création du parking Schweitzer Ambroise Paré

Réfection du quartier Tannerie (2ème phase)

Réfection de l'avenue du 8 mai (du rond-point du château des Rochers au Gymnasion)

Pour financer les investissements 2025, une grande partie des projets sont financés par des subventions une autre partie par le FCTVA et le reste par l'épargne brute de la collectivité.

### **Rénovation du parc automobile de la collectivité**

### **Études**

Groupe scolaire Carnot

Avenue du 8 mai

### 3.4.3. Projection financière - le fonctionnement

#### 3.4.3.1. Les recettes de fonctionnement

Pas de modifications des taux pour la fiscalité 2025.

Taux	2022	2023	2024	2025
Taxe d'habitation	15,45%	15,45%	15,06%	15,06%
Foncier bâti	56,19%	56,19%	54,78%	54,78%
Foncier non bâti	57,07%	57,07%	55,64%	55,64%

k€	2024	2025	2026 +2%
<b>Produits fonctionnement courant stricts</b>	<b>30 136</b>	<b>29 810</b>	<b>30 213</b>
<b>Impôts et taxes</b>	<b>4 902</b>	<b>4 895</b>	<b>5 006</b>
Dotation communautaire reçue	4 266	4 266	4 266
Dotation de solidarité communautaire	69	69	69
Attribution FPIC	567	560	571
<b>Fiscalité locale</b>	<b>11 195</b>	<b>11 394</b>	<b>11 419</b>
Contributions directes	10 357	10 529	10 538
Taxe sur l'électricité	316	322	328
Taxe locale sur la publicité extérieure	147	150	153
Taxe additionnelle DMTO	348	366	373
Taxe sur les déchets stockés	27	27	27
<b>Dotations et participations</b>	<b>11 527</b>	<b>11 731</b>	<b>11 947</b>
DGF	9 370	9 739	9 933
Compensations fiscales	677	686	699
FCTVA fonctionnement	6	6	5
Fonds de péréquation divers	505	500	510
Solde participations diverses	969	800	800
<b>Autres produits fonctionnement courant</b>	<b>2 512</b>	<b>2 120</b>	<b>2 162</b>
Produits des services	1 447	1 520	1 550
Produits de gestion	1 065	600	612
<b>+ Atténuations de charges</b>	<b>858</b>	<b>700</b>	<b>714</b>
<b>Produits fonctionnement courant</b>	<b>30 998</b>	<b>30 841</b>	<b>31 443</b>
Produits exceptionnels larges *	2	2	2
<b>Produits de fonctionnement</b>	<b>31 000</b>	<b>30 843</b>	<b>31 445</b>

### 3.4.3.2. Les dépenses de fonctionnement

#### Montant des charges de fonctionnement

k€	2024	2025	2026
<b>Charges fonctionnement courant strictes</b>	<b>27 538</b>	<b>28 281</b>	<b>28 846</b>
Charges à caractère général	5 248	5 353	5 460
Charges de personnel	18 892	19 380	19 767
Autres charges de gestion courante	3 398	3 548	3 619
<b>Charges fonctionnement courant</b>	<b>27 538</b>	<b>28 281</b>	<b>28 846</b>
Charges exceptionnelles larges *	161	150	153
<b>Charges fonctionnement hors intérêts</b>	<b>27 700</b>	<b>28 431</b>	<b>28 999</b>
Intérêts	514	401	409
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>28 214</b>	<b>28 832</b>	<b>29 408</b>

L'objectif reste une maîtrise des dépenses de fonctionnement (achat de fournitures, entretien, énergie, loyers, ...) pour l'année 2025, tout en garantissant un service public de qualité.

#### **Nos pistes d'amélioration :**

- Regrouper nos commandes.
- Négocier les contrats.
- Sensibiliser les agents aux économies.
- Vérifier l'adéquation entre les besoins réels et les services souscrits.
- Mise en place d'indicateurs de performance.

### 3.4.3.3. Les soldes d'épargne

#### Chaîne de l'épargne

k€	2024	2025	2026
Produits de fct. courant	30 998	30 843	31 443
- Charges de fct. courant	27 538	28 281	28 846
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT</b>	<b>3 460</b>	<b>2 562</b>	<b>2 597</b>
+ Solde exceptionnel large	- 159	- 148	- 150
= Produits exceptionnels larges*	2	2	2
- Charges exceptionnelles larges*	161	150	183
<b>= EPARGNE DE GESTION</b>	<b>3 300</b>	<b>2 414</b>	<b>2 447</b>
- Intérêts	514	401	409
<b>= EPARGNE BRUTE</b>	<b>2 786</b>	<b>2 013</b>	<b>2 038</b>
- Capital	2 021	1 815	1 552
En cours de dette	18 717	16 902	15 001
<b>= EPARGNE NETTE</b>	<b>765</b>	<b>198</b>	<b>486</b>
<b>= CAPACITE DE DESENDETTEMENT (EN ANNEES)</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>7,5</b>

Le solde d'épargne brut sera supérieur à 2 M €, dans les 3 prochaines années.

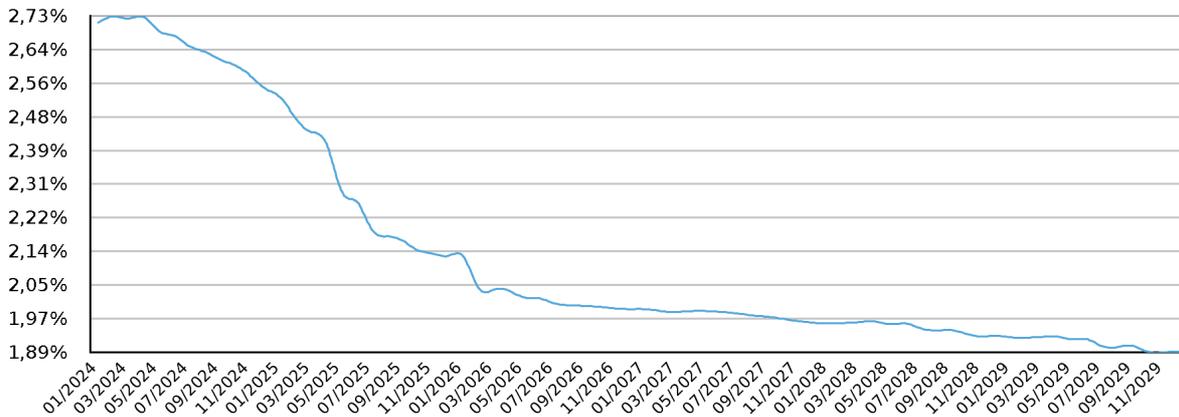
La capacité de désendettement sera inférieure à 10 ans dans les 3 prochaines années.

### 3.4.4. La structure de la dette

#### 3.4.4.1. Synthèse de votre dette au 01/01/2025

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
18 650 092.32 €	2,52 %	12 ans et 11 mois	6 ans et 10 mois	38

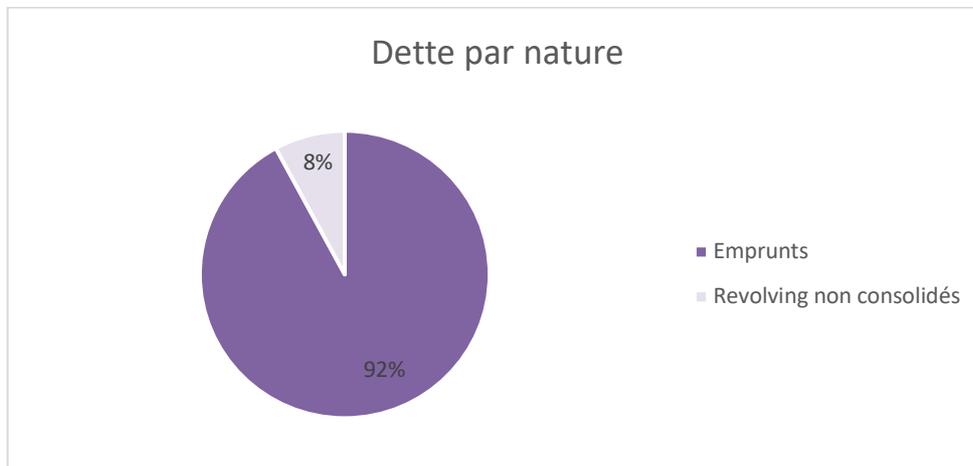
#### Evolution annuelle du taux moyen (en %)



© Finance

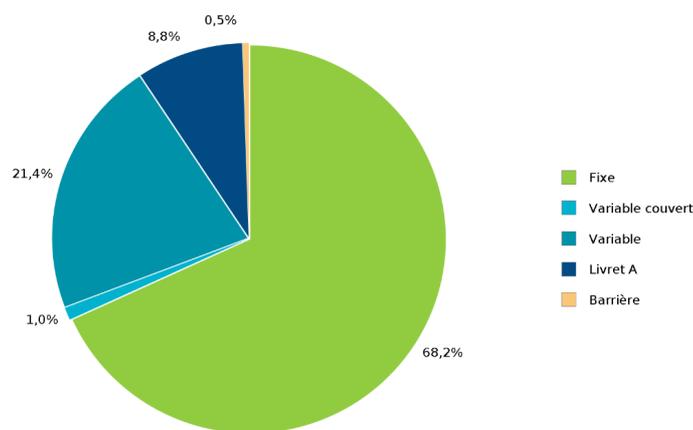
### 3.4.5. Dette par nature

	Nombre de lignes	Capital Restant Dû	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Emprunts	35	17 291 642.32 €	2,38 %
Revolving non consolidés		1 358 450.00 €	4,34 %
Revolving non consolidés	3	0.00 €	0,00 %
<b>Dette</b>	<b>38</b>	<b>18 650 092.32 €</b>	<b>2,52 %</b>
Revolving disponibles		0.00 €	
<b>Dette + disponible</b>		<b>18 650 092.32 €</b>	



### 3.4.6. Dette par type de risque (avec dérivés)

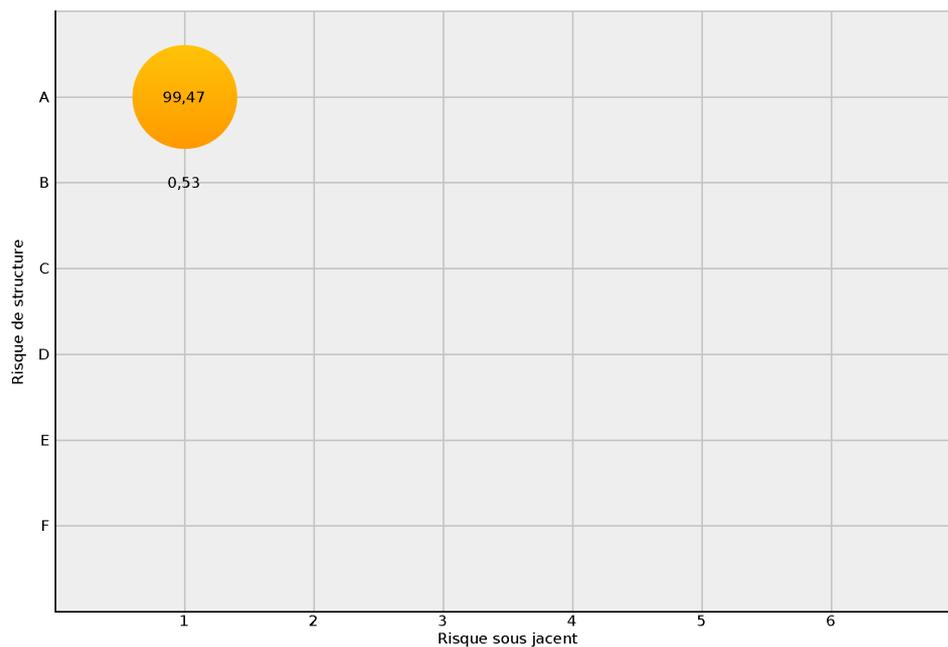
Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	12 717 111.46 €	68,19 %	1,81 %
Variable couvert	194 840.46 €	1,04 %	4,49 %
Variable	4 000 260.50 €	21,45 %	4,18 %
Livret A	1 639 738.68 €	8,79 %	3,68 %
Barrière	98 141.22 €	0,53 %	4,04 %
<b>Ensemble des risques</b>	<b>18 650 092.32 €</b>	<b>100,00 %</b>	<b>2,52 %</b>



### 3.4.7. Dette selon la charte de bonne conduite

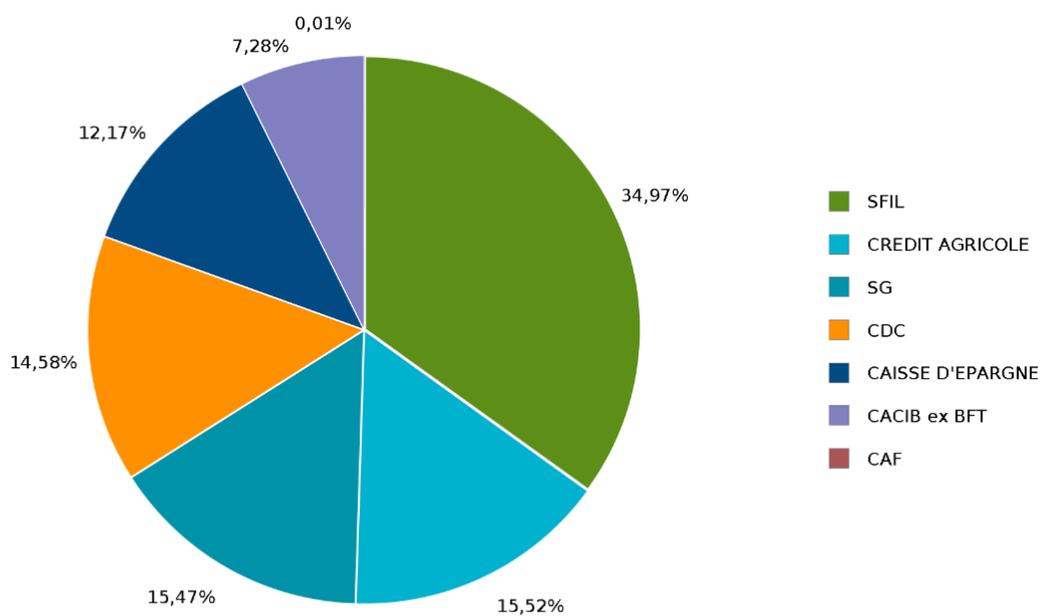
Risque faible

Taille de la bulle = % du CRD



### 3.4.8. Dette par prêteur

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD	Disponible (Revolving)
SFIL CAFFIL	6 522 732.76 €	34,97 %	
CREDIT AGRICOLE	2 893 611.84 €	15,52 %	
SOCIETE GENERALE	2 885 760.21 €	15,47 %	
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 718 569.66 €	14,58 %	
CAISSE D'EPARGNE	2 269 104.85 €	12,17 %	
CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	1 358 450.00 €	7,28 %	0.00 €
Caisse Allocations Familiales	1 863.00 €	0,01 %	
<b>Ensemble des prêteurs</b>	<b>18 650 092.32 €</b>	<b>100,00 %</b>	-



### 3.4.9. Dette par année

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD	Disponible (Revolving)
SFIL CAFFIL	6 522 732.76 €	34,97 %	
CREDIT AGRICOLE	2 893 611.84 €	15,52 %	
SOCIETE GENERALE	2 885 760.21 €	15,47 %	
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 718 569.66 €	14,58 %	
CAISSE D'EPARGNE	2 269 104.85 €	12,17 %	
CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	1 358 450.00 €	7,28 %	0.00 €
Caisse Allocations Familiales	1 863.00 €	0,01 %	
<b>Ensemble des prêteurs</b>	<b>18 650 092.32 €</b>	<b>100,00 %</b>	-

\*en fonction de l'évolution des taux

	2025	2026	2027	2028	2029	2034
Encours moyen	17 595 184 €	15 788 398 €	14 034 313 €	12 323 888 €	10 687 857 €	5 453 585 €
Capital payé sur la période	1 987 253 €	1 731 829 €	1 776 544 €	1 651 614 €	1 557 381 €	777 374 €
Intérêts payés sur la période	* 435 581 €	* 340 233 €	* 285 018 €	* 247 075 €	* 211 161 €	* 97 893 €
Taux moyen sur la période	2,25 %	2,00 %	1,96 %	1,93 %	1,89 %	1,71 %

### 3.4.10. Les éléments relatifs au personnel

#### 3.4.10.1. Évolution des effectifs

En 2024, les effectifs sont quasiment stables. La collectivité poursuit son effort pour stabiliser sa masse salariale :

- En redéployant les effectifs via des mobilités internes ;
- En mutualisant les ressources entre les directions.

#### 3.4.10.2. Nombre d'agents par catégorie

	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Sans catégorie	Total général
<b>2020</b>	30	56	332	11	<b>429</b>
<b>2021</b>	30	54	321	8	<b>413</b>
<b>2022</b>	29	65	294	7	<b>395</b>
<b>2023</b>	24	57	262	5	<b>348</b>
<b>2024</b>	25	57	254	8	<b>344</b>

#### 3.4.10.3. Nombre d'agents par filière

	Filière administrative	Filière animation	Filière culturelle	Filière médico-sociale	Filière Sécurité (PM)	Filière Sociale	Filière sportive	Filière technique	Sans filière	Total général
<b>2020</b>	87	48	27	12	16	33	1	194	11	<b>429</b>
<b>2021</b>	92	47	25	12	14	29	1	185	8	<b>413</b>
<b>2022</b>	89	46	24	11	9	29	1	179	7	<b>395</b>
<b>2023</b>	92	42	24	1	7	13	1	163	5	<b>348</b>
<b>2024</b>	94	42	23	1	8	12	1	155	8	<b>344</b>

#### 3.4.10.4. Nombre d'agents par temps de travail

	TC	TNC - DE 28H	TNC 28 H ET +	TEMPS PARTIEL					Total général
				TP 50.00%	TP 60.00%	TP 70.00%	TP 80.00%	TP 90.00%	
<b>2020</b>	333	37	21		2	1	34	1	<b>429</b>
<b>2021</b>	314	32	22	2	1	2	39	1	<b>413</b>
<b>2022</b>	294	31	19	10	2	0	37	2	<b>395</b>
<b>2023</b>	263	28	22	5	1	0	29	0	<b>348</b>
<b>2024</b>	262	27	20	4	2	2	26	1	<b>344</b>

Légende : TNC : agents en temps non complet.

Légende : TP X% : agents en temps plein disposant d'une réduction de temps de travail ;  
TNC : agents en temps non complet.

### 3.4.10.5. Nombre d'agents par statut

	Apprenti	Contractuel	Détaché FPT	Stagiaire	Titulaire (FPT)	Service civique	Parcours emploi compétences	Assistante maternelle- CDI	Titulaire (FPE)	Total général
2020	2	26	3	23	370	1	1	3	0	429
2021	3	23	2	11	371	0	0	2	1	413
2022	3	22	1	12	356	1	0	0	0	395
2023	2	18	0	10	318	0	0	0	0	348
2024	3	20	0	11	309	1	0	0	0	344

### 3.4.10.6. Régime indemnitaire

	TOTAL RI mensuel	Total prime semestrielle	Total RI
2020	1 190 592 €	695 563 €	1 886 155 €
2021	1 247 108 €	664 659 €	1 911 767 €
2022	1 285 763 €	663 115 €	1 948 878 €
2023	1 254 074 €	655 227 €	1 909 301 €
2024	1 224 093 €	620 041 €	1 844 135 €

### 3.4.10.7. Heures supplémentaires

	Nombre d'heures	Montant
2020	7 173	150 419 €
2021	7 138	140 780 €
2022	7 251	149 625 €
2023	8 805	187 663 €
2024	9 865	219 835 €

### 3.4.10.8. Avantages en nature logement

	Nombre d'agents	TOTAL
2020	11	17 044 €
2021	11	19 321 €
2022	12	20 277 €
2023	12	21 321 €
2024	12	21 924 €

### 3.4.10.9. Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)

	Nombre d'agents	Nombre de points	Montant
2020	216	32 067	150 265 €
2021	216	31 609	148 122 €
2022	214	32 696	149 488 €
2023	207	30 614	142 059 €
2024	181	29 226	136 897 €

### 3.4.10.10. Autres éléments

Départs en retraite 2024 : 10

Mutation : 1

GVT prévisionnel : 150 000 €

Actions 2024 en GPEC :

Mobilités choisies : 9 agents

Mobilités contraintes : 10 agents

Formations :

	NOMBRE D'AGENTS	NOMBRE DE JOURS
CNFPT	125	635
Hors CNFPT	173	107

(1) Un agent peut avoir suivi plusieurs formations

(2) Dont formation « gestes qui sauvent » (1/2 journées) : 128

Par catégories

	NOMBRE DE JOURS
Catégorie A	118
Catégorie B	137
Catégorie C	487

Par filières

	NOMBRE DE JOURS
Administrative	332
Technique	235
Culturelle	29
Sociale	30
Médico-sociale	11
Police	58
Animation	37